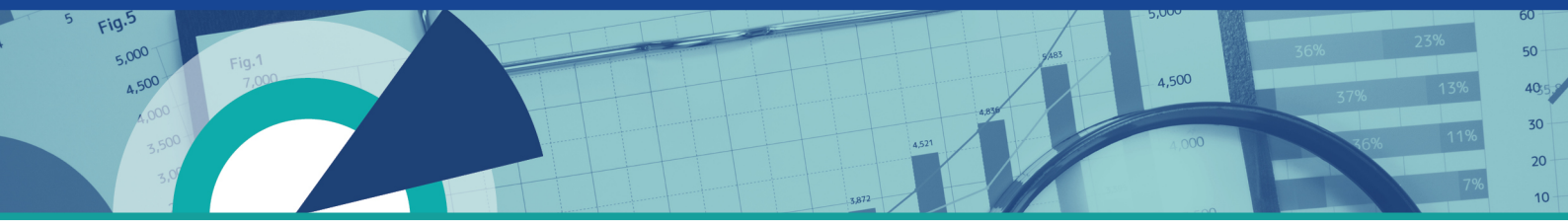
CORSE

L'économie régionale ne crée plus d'emplois

Insee Conjoncture Corse • n° 55 • juin 2025



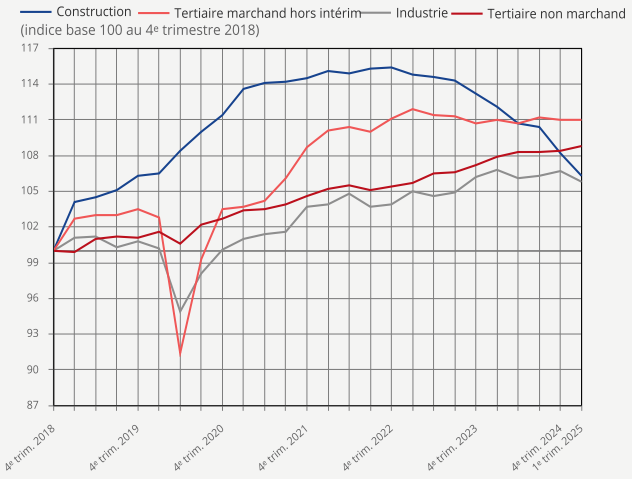
Au premier trimestre 2025, l'emploi salarié se maintient tout juste en Corse. Face au repli de l'emploi privé, la robustesse des services non-marchands, qui englobent l'essentiel du secteur public, permet à l'emploi régional de se maintenir.
L'emploi se stabilise dans le secteur marchand hors intérim, malgré une diminution des effectifs dans le commerce. Par ailleurs, la construction et l'industrie perdent des emplois. Le taux de chômage est stable à 6,3 % de la population active alors qu'il progresse au niveau national pour atteindre 7,4 %.

Fin mars 2025, 129 170 personnes occupent un emploi salarié en Corse, tous secteurs confondus. Sur le trimestre, l'emploi salarié insulaire est stable (−0,1 %), et la tendance est similaire à celle observée à l'échelon national (−0,1 %).
Pour la première fois depuis la crise sanitaire, l'économie régionale ne crée plus d'emplois sur un an. Ce trimestre, l'emploi régional diminue même de 0,2 % par rapport à la même période de 2024 avec 280 postes détruits. Pour cause, le secteur privé perd des emplois pour le deuxième trimestre consécutif (−0,3 %), soit 250 emplois détruits sur trois mois, et 600 sur un an.
En revanche, l'emploi dans le secteur public augmente de 0,2 % au premier trimestre 2025, essentiellement dans la santé et le médico-social ►figure 1. Sur un an, 300 emplois publics sont créés, contribuant à la stabilité de l'emploi régional total.

Le tertiaire non-marchand participe au maintien de l'emploi

Fin mars, 47 740 salariés occupent un poste dans les services non-marchands. Ce secteur regroupe l'administration publique, l'enseignement, la santé ou encore l'action sociale. Il représente 37 % de l'emploi salarié régional, soit davantage que l'ensemble commerce-hébergement-restauration-transport des services marchands (30 %).
Les trois quarts des effectifs du secteur sont des salariés du public, qui exercent au sein d'une administration ou d'un organisme public, visant à répondre à des activités d'intérêt général au service de la collectivité. Les autres exercent dans le privé, notamment dans les activités de soutien scolaire, d'enseignement de la conduite, d'aides à domicile et de médecine.
L'emploi salarié des services non-marchands augmente de 0,3 % au premier trimestre. Dynamique, il progresse de 0,8 % sur l'année avec plus de 400 nouveaux salariés.
Depuis 2019, l'emploi du tertiaire non-marchand augmente en moyenne de 1,4 % par an. Il confirme sa robustesse au fil des saisons, y compris en période de crise sanitaire. Ce secteur, aux métiers dits essentiels, génère 3 900 emplois au cours des six dernières années, en adéquation avec la croissance de la population régionale (+1,0 % par an). L'emploi est particulièrement tonique dans la santé (+2,1 % par an), ainsi que dans l'hébergement médico-social et social, et l'action sociale sans hébergement (+1,9 % par an). Au premier trimestre 2025, plus de la moitié des créations d'emplois du tertiaire non-marchand concerne ces deux secteurs qui progressent respectivement de 1,0 % et 0,6 %.
De même, dans l'enseignement, l'emploi progresse de 1,4 % par an, soit près de 700 emplois supplémentaires entre 2019 et 2025. Ce trimestre, le reste des créations d'emplois du tertiaire non-marchand concerne d'ailleurs des salariés de l'enseignement (+1,5 % par rapport au trimestre précédent).

► 1. Évolution de l'emploi salarié par secteur – Corse



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
Champ : Emploi salarié total hors intérim.
Sources : Insee, estimation d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Enfin, l'administration publique, pilier de l'emploi régional, regroupe 21 800 salariés au premier trimestre 2025, marquant un repli de 0,4 %. Pourtant, ses effectifs s'étoffent de 1,0 % en moyenne annuelle depuis 2019.

L'emploi diminue dans le commerce

Au premier trimestre 2025, l'emploi salarié se maintient dans les services marchands hors intérim après trois trimestres consécutifs de baisse en 2024. Cette apparente stabilité masque des réalités différentes selon les services.
Ce trimestre, l'emploi se replie de 0,8 % dans le commerce avec 150 emplois en moins. Le recul, de 1,1 % sur un an, s'explique par une moindre consommation des ménages et des modes de consommation alternatifs tels les commandes par internet.
De même, dans l'hébergement-restauration, l'emploi baisse de 0,3 % sur trois mois. Il se contracte également dans les activités liées à l'information et la communication (−0,4 %).
Les effectifs se stabilisent dans les activités scientifiques et techniques, administratives et de soutien, orientées vers les services aux particuliers et aux entreprises. Ce secteur regroupe 8 900 salariés fin mars. Il est le troisième principal secteur marchand après le commerce et l'hébergement-restauration. À l'inverse, dans le transport-entreposage, l'emploi est dynamique, il progresse de 2,7 % ce trimestre avec 200 créations.

La construction et l'industrie perdent des emplois

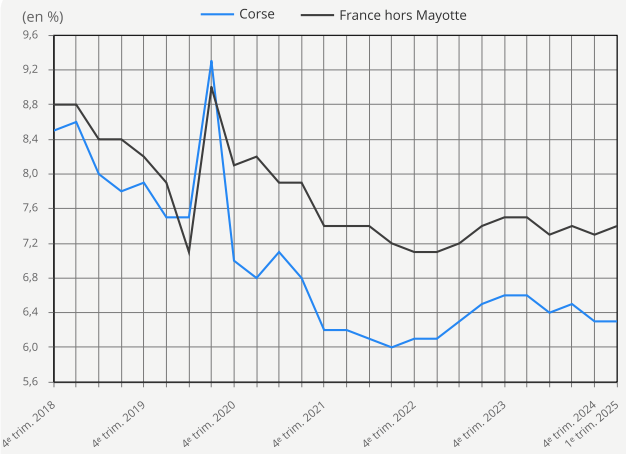
Au premier trimestre 2025, la construction perd 200 emplois, soit un nouveau recul de 1,7 % des effectifs salariés. Sur un an, 600 emplois sont détruits. La faiblesse des commandes publiques et les carnets de commandes trop courts restent défavorables à l'emploi et aux perspectives de recrutements.
Au cours du trimestre, l'emploi marque également le pas dans l'industrie avec une diminution de 0,9 % des effectifs. Il baisse de 1,2 % dans la fabrication de denrées alimentaires, boissons et tabac.
L'atonie de l'emploi dans la production d'énergie, eau et gestion des déchets (−0,1 %) contraste avec la vigueur du secteur au cours des précédents trimestres. Les professionnels du domaine énergétique expriment des difficultés de recrutements liées à une raréfaction de main-d'œuvre qualifiée, en particulier dans les équipements photovoltaïques.
Dans ce contexte mitigé, le chômage insulaire se maintient à 6,3 % de la population active, en baisse de 0,3 point sur un an ►figure 2. Le taux de chômage régional demeure inférieur de 1,1 point au taux de chômage national. En France hors Mayotte, le chômage concerne 7,4 % de la population active, soit 0,1 point de plus qu'au dernier trimestre 2024. •

Marie-Pierre Nicolaï, Déborah Caruso (Insee)

►Pour en savoir plus

- Tableau de bord de la conjoncture corse.
- Insee, « Entre regain touristique et vulnérabilités », Bilan économique régional no 54, juin 2025.
- Insee, « L'épargne des ménages au sommet » Note de conjoncture, juin 2025.

► 2. Taux de chômage



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents; données trimestrielles CVS.
Source *:* Insee, taux de chômage localisés.

►Encadré 1 Contexte international - Désordre mondial

La zone euro sort lentement de sa torpeur, malgré un « effet Trump » sur l'économie mondiale visible dès le premier trimestre 2025
L'arrivée de la nouvelle administration américaine a chamboulé l'économie mondiale début 2025. Anticipant un relèvement massif des droits de douane, les industriels du monde entier se sont hâtés d'expédier des marchandises : le commerce mondial a bondi de +1,7 %, entraînant un regain d'activité en Europe, en particulier en Allemagne (+0,4 %) et en Italie (+0,3 %). L'embellie du commerce mondial ne serait que temporaire, les droits de douane américains s'établissant désormais à un niveau inédit depuis la Seconde Guerre mondiale.
En dépit de ce contexte, la zone euro sort lentement de sa torpeur. La dynamique intérieure s'affermit : dans toute la zone, notamment en Allemagne, les industriels sont un peu moins pessimistes sur leurs perspectives d'activité et l'investissement s'ébroue, profitant des baisses de taux d'intérêt.

►Encadré 2 Contexte national - La France à contre-courant du mouvement européen, l'épargne des ménages au sommet

Au premier trimestre, la France n'a pas bénéficié de la ruée commerciale : l'activité a à peine progressé (+0,1 %) et les exportations ont plongé (-1,8 %). L'investissement repart moins franchement qu'ailleurs en Europe et les ménages français dépensent au compte-gouttes : hors crise sanitaire, leur taux d'épargne atteint un niveau inédit depuis 45 ans. L'activité resterait fébrile jusqu'à la fin de l'année, sans décrocher (+0,2 % par trimestre) : la croissance atteindrait +0,6 % en 2025, en net ralentissement par rapport à 2024 (+1,1 %).
Sur le marché du travail, l'économie française a détruit plus de 120 000 postes salariés sur les deux derniers trimestres : les entreprises rétablissent leur productivité et les subventions liées aux politiques de l'emploi se compriment. L'emploi salarié baisserait ainsi de 90 000 postes supplémentaires d'ici la fin de l'année, ce qui pousserait le taux de chômage à la hausse à 7,7 % fin 2025.

Insee Corse

Résidence du Cardo
Rue des Magnolias
CS 70907
20700 Ajaccio cedex 9

Directeur de la publication :
Christophe Basso

Rédactrice en chef :
Déborah Caruso

Bureau de presse
06 83 89 38 90

@InseeCorse

www.insee.fr

ISSN 2268–1493
© Insee 2025
Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur

Insee
Mesurer pour comprendre